

Une importante conférence intitulée «Les ressources et notre avenir» avait alors été organisée et tenue à Montréal. De cette conférence ont émané un certain nombre de recommandations pour l'exploitation et la gestion judicieuse du potentiel de nos ressources en vue d'assurer le bien-être futur de tous les citoyens de ce vaste pays.

Malheureusement, il ne s'est pas fait beaucoup de progrès depuis le début des années 60. Une des raisons pour lesquelles les porte-parole du gouvernement sont si confus dans leurs délibérations, c'est qu'ils se trouvent soudainement face à une situation causée par leur négligence à exposer clairement les objectifs économiques qui doivent être atteints si nous devons réaliser l'énorme potentiel économique de nos ressources au moment où nous trouvons soudainement l'occasion de les utiliser. En outre, et ceci est très important à la lumière de la préoccupation croissante quant à la pollution de l'environnement, ils n'ont pas non plus élaboré de politique approfondie ou cohérente sur l'exploitation à long terme de ces ressources tout en contrôlant en même temps toute menace à l'environnement. Nous avons eu une averse de projets de loi gouvernementaux au cours des deux dernières années qui sont censés porter sur ces questions fondamentales, mais encore une fois cela semble être le résultat d'un programme-choc plutôt que d'une planification à long terme sérieuse pour l'avenir.

Permettez-moi de vous citer un exemple. La loi sur les ressources en eau du Canada, que nous avons adoptée il y a à peine un an, définit très clairement les données du problème, mais elle ne nous fournit malheureusement aucune des réponses que nous attendons. Le «pourquoi» y est énoncé, mais non le «comment». Depuis une décennie, nous sommes devenus de plus en plus conscients de ces problèmes. En fait, des volumes entiers y ont été consacrés à la suite de la Conférence sur les ressources et notre avenir, tenue en 1962. Le problème, c'est que nous n'avons pas eu de solutions, ni de politique quant à la mise en valeur à long terme de nos ressources dans l'intérêt du Canada tout entier.

Qu'il me soit permis maintenant de vous signaler quelques exemples de la négligence du gouvernement, qui a entraîné des retards dans ce domaine et qui a son origine dans une attitude négative face à la mise en valeur de nos ressources, attitude dont les motivations sont dans une large mesure politiques. Il se trouve que, de 1957 à 1963, le gouvernement conservateur avait mis l'accent sur la mise en valeur des ressources de notre pays. Comme ils étaient alors dans l'opposition, les libéraux adoptèrent une attitude négative et ils se trouvent maintenant pris à leur propre piège. J'entends des commentaires provenant de l'autre côté de la Chambre. Si l'un des députés d'en face souhaite poser des questions...

M. Lessard (Lac-Saint-Jean): Nous applaudissons.

M. le président: A l'ordre. J'aimerais bien que les députés soient attentifs ou qu'ils s'abstiennent de participer au débat de derrière les tentures.

L'hon. M. Dinsdale: J'ignore s'ils posent des questions ou si ce n'est pas du son et de la furie ne signifiant rien, comme a dit le poète.

Une voix: Oh!

Une voix: Citez donc Voltaire!

L'hon. M. Dinsdale: Malheureusement, mes connaissances de Voltaire ne me permettent pas de le citer.

Examinons la politique nationale de l'énergie. Elle remonte à 1959, avec la création de l'Office national de l'énergie. Même si les difficultés sont devenues gigantesques, il n'y a eu depuis aucun changement fondamental à cette politique. Nous essayons maintenant d'improviser une politique nationale pour composer avec la situation actuelle.

Au début des années 60, le gouvernement fédéral et les provinces ont fait un effort concerté pour établir un réseau national d'énergie. Ces remarques me semblent tout à fait à propos car l'une des nouvelles fonctions du ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources, d'après la deuxième partie des projets de réorganisation, sera le développement de l'énergie hydraulique. C'est loin d'être une idée nouvelle. A la conférence de 1962, on avait espéré avec optimisme qu'en un temps relativement court, on verrait l'amorce d'un réseau national d'énergie qui permettrait d'utiliser l'énergie hydro-électrique qu'on trouve en abondance au Canada et de conserver ainsi nos combustibles fossiles et de réduire au minimum la pollution de l'environnement. Un tel réseau serait manifestement la forme la plus propre et la plus économique de mise en valeur de l'énergie, et comme je viens de le dire, épargnerait nos réserves limitées de combustibles fossiles. Car ceux-ci ne se renouvellent pas, et une fois qu'on les a extraits, il n'y en a plus. A cette époque-là, certains accords avaient été conclus qui devaient servir de point de départ à un vaste réseau national d'énergie. Le développement de l'immense projet hydro-électrique dans le Nord du Manitoba fut à l'origine de ces accords. Malheureusement, durant les neuf années qui ont suivi, ce réseau national d'énergie ne s'est pas réalisé. Quand le ministre participera au présent débat, j'espère qu'il fera le point sur ses initiatives, ses politiques et ses projets, si tant est qu'il en ait, en vue de moderniser le programme de développement de nos ressources nationales et de l'harmonie avec nos besoins actuels. C'est une occasion toute choisie cet après-midi pour le ministre de l'Énergie des Mines et des Ressources de nous expliquer certaines contradictions qu'on a pu déceler dans la politique du gouvernement énoncée dans d'importantes déclarations faites à l'extérieur de la Chambre. Nous n'entendons pas trop souvent des déclarations importantes à la Chambre. Les ministres ont pris l'habitude de proclamer leurs politiques outre-frontière, dans des villes comme Denver ou Dallas, ou encore dans les grands centres du Canada. Si le ministre veut disposer cet après-midi de la partie II du bill concernant la réorganisation du gouvernement, je crois qu'il se doit de dissiper le doute et l'inquiétude qu'ont fait naître ses déclarations contradictoires.

• (2.20 p.m.)

Le discours du ministre à Denver est devenu célèbre—ou tristement célèbre selon le point de vue où l'on se place—parce qu'il avait l'air d'une attaque ouverte contre les investissements américains au Canada. Puis, tout récemment, le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien, qui a aussi certaines responsabilités en matière de ressources, s'est rendu à Dallas. Pendant son séjour là-bas, il a renversé la situation et il a tâché de